

« *L'économie mondiale en mutation* ». Cahiers de recherche sociologique, vol. 6, no. 1, (printemps 1988), Montréal, UQAM, 1988, 176 p.

Samir Saul

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702757ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702757ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1990). Compte rendu de [« *L'économie mondiale en mutation* ». Cahiers de recherche sociologique, vol. 6, no. 1, (printemps 1988), Montréal, UQAM, 1988, 176 p.] *Études internationales*, 21(4), 868–870.  
<https://doi.org/10.7202/702757ar>

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

«*L'économie mondiale en mutation*». *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 6, no. 1, (printemps 1988), Montréal, UQAM, 1988, 176p.

Mondialisation, globalisation, internationalisation : tels sont les maîtres-mots du discours à l'honneur auprès des décideurs économiques et politiques à l'orée de la présente décennie. L'hymne à la croissance des années 1960, les mobilisations contradictoires face à la stagflation des années 1970 et les invocations aux bienfaits du monétarisme, de la déréglementation et de la privatisation qui accompagnent et accentuent la grande saignée de 1981-1982 ont fait place à de nouveaux mots d'ordre. Tandis que la surélévation stratosphérique du dollar et l'effondrement des prix des matières premières poussent le Tiers Monde au bord du précipice, la sortie de crise au moyen de l'ingénierie financière et des coups de Bourse apparaît comme un miroir aux alouettes que la révélation des délits d'initiés et le krack d'octobre 1987 ramènent à sa juste valeur.

Force est donc de mettre l'accent sur la restructuration en Occident et d'applaudir sa soeur jumelle, la perestroïka soviétique. Quant aux pays du Sud, ils sont témoins d'un réaménagement mondial qui ne ressemble en rien au nouvel ordre économique international qu'ils appelaient de leurs vœux au début des années 1970. Qu'il s'agisse d'une évolution naturelle du capitalisme, d'une fuite en avant ou d'un nouveau talisman pour les perdants de la crise, la mondialisation est désormais dressée comme voie incontournable vers un avenir prospère.

Le numéro des *Cahiers* prend pour thème «*L'économie mondiale en mutation*» et apporte une utile contribution à une littérature rétrospective/prospective déjà foisonnante.

Sur les huit articles, les deux premiers constituent des mises au point sur l'ensemble du sujet. Ils sont suivis de deux études qui traitent de l'Amérique du Nord et de quatre articles sur le Tiers Monde. Hétérogène, la sélection est à l'image d'une conjoncture qui appelle des remises en question sur le plan théorique, et des recherches empiriques dans des domaines difficilement classifiables sous des rubriques autonomes comme l'économie, la politique, la société ou la culture.

Ainsi Michel Beaud fait-il œuvre d'économiste politique plutôt que d'économiste au sens proprement universitaire lorsqu'il tire de deux ouvrages qu'il a publiés en 1987 un texte sur l'économie mondiale perçue comme «système national/mondial hiérarchisé» (SNMH). La problématique centrale concerne l'interaction du fait national et de la dimension supranationale, de même que le passage – rien moins que transparent – du niveau national aux niveaux international, multinational, puis mondial. Le capitalisme national dominant s'insère dans le SNMH comme «centre d'un ensemble de polarisations pour les principaux flux internationaux» et comme poste de contrôle des spécialisations et des activités clés de la période.

Se juxtaposent et s'imbriquent ensuite les phénomènes d'«inter-nationalisation» (relations entre nations) et de multinationalisation (domination directe, sans intermédiation par l'État-cible). «L'économie nationale dominante n'est plus une simple économie nationale : c'est une économie <nationale/mondiale>», à même de créer son espace mondial et, à travers les réseaux et les relais locaux dans les pays dominés, ses rapports de domination.

Au cours des années 1980, le SNMH capitaliste est structuré autour de trois pôles (la triade) : les États-Unis, le Japon et l'Europe. Entre autres perspectives, l'auteur prévoit le recul du fait national au profit, d'une part, des instances locales et régionales, et, d'autre

part, des grands ensembles plurinationaux ou pluricontinentaux. Et de souhaiter la constitution de lieux de régulation planétaire à la mesure de la mondialisation des relations et des défis.

Marion Leopold passe en revue les traits majeurs de l'économie mondiale fin de siècle. Tandis que l'interdépendance des économies se développe comme jamais auparavant, l'ordre économique post-guerre est en état de crise. À juste titre, l'auteure relève le paradoxe de l'intégration des économies des pays de l'Est au moment où le système occidental est lui-même dérégulé. Elle démontre le contraste entre l'après-guerre, période de stabilité hégémonique et de croissance économique, et les décennies 1970 et 1980, marquées par l'instabilité post-hégémonique et la récession-dépression économique.

Jorge Niosi soumet l'industrie américaine à une analyse serrée qui, tout en confirmant son déclin relatif avec un luxe de détails, ne cautionne pas cependant la thèse de la désindustrialisation. Il explique ce déclin par les dépenses militaires à des fins impériales, l'absence de toute politique industrielle et l'émergence des concurrents. Le seul futur imaginable sera multipolaire, le Japon et la CEE n'ayant pas intérêt à pousser la rivalité jusqu'à mettre en péril la stabilité des États-Unis ou du système mondial.

La continentalisation de l'économie nord-américaine retient l'attention de Dorval Brunelle et de Christian Deblock. L'intérêt de cet article réside dans le souci des auteurs de tenir compte à la fois des rapports canado-américains et des rapports américano-mexicains. L'axe (le bloc?) nord-américain repose sur les accords signés par les États-Unis avec le Mexique le 7 novembre 1987 et avec le Canada le 2 janvier 1988. Les modalités de la continentalisation sont dictées par les besoins de croissance de l'économie américaine. Et les auteurs d'exprimer leurs réserves face à un libre-échange inspiré par la recherche du profit.

Rendant compte de la variété des réactions et des réponses à la crise économique d'une région à l'autre du monde, Sophie Bessis constate la faillite et le dépassement des modèles de développement proposés ou imposés au Tiers Monde. La crise remet en cause nombre de certitudes. L'épuisement du modèle socialiste et/ou étatique avait ouvert la voie au modèle libéral. La crise annonce l'essoufflement de ce dernier, voire le recul du poids de l'idéologie sur les stratégies de développement. L'universalité des modèles résiste mal aux spécificités des problèmes et à la pluralité des conditions. Néanmoins la mondialisation de l'économie poursuit son cours, de sorte que «l'enjeu est moins de choisir un mode de développement que le meilleur créneau possible d'insertion dans le marché mondial». L'on ne choisit plus entre l'extraversion et l'autarcie, l'engagement ou le désengagement. Il s'agit tout au plus de négocier sa participation dans le système mondial, la puissance économique servant d'indicateur de sa place dans la hiérarchie internationale. Bref, un mondialisme pragmatique (non-idéologique?) succède aux modèles à vocation universelle, tandis que le repli de l'étatisme s'accompagne de l'exaspération des conflits sociaux.

Pour Pierre Salama, le surendettement de l'Amérique latine a eu pour effet de déloger les régimes répressifs. Leurs successeurs ont retrouvé une légitimité qui reste toutefois fragile et menacée par les difficultés à résoudre la crise financière.

Mohamed Sfia explique la montée de l'islamisme en l'intégrant dans le contexte général des rapports du monde arabo-islamique avec l'Occident. Elle constitue la nouvelle forme de la poussée nationalitaire qui est à l'œuvre depuis longtemps dans ces sociétés. Refus global du système de l'opresseur, elle implique aussi un rejet des règles du jeu qu'il impose.

Dans sa note de recherche sur le rapport entre l'État et la classe ouvrière au Mexique,

Cary Hector affirme que la grave crise économique du début des années 1980 ne provoque pas une crise politique au sens fort et restreint de crise d'État. Un sondage effectué par l'auteur lui permet de préciser comment les travailleurs ont vécu la crise. Grâce à des pactes de solidarité en 1983 et en 1987, le PRI maintient une alliance précaire avec le mouvement ouvrier.

Dans l'ensemble, ce numéro contient des contributions empiriques solidement documentées et des exposés interprétatifs éclairants. Il fallait s'attendre à ce que la cohésion ne soit pas parfaite, compte tenu de la diversité des sujets. Plus gênante est l'absence de problématiques novatrices : les articles développent avec une indéniable érudition des propos, observations et hypothèses largement connus et répandus jusqu'aux milieux journalistiques. On ne doit assurément pas en tenir rigueur aux auteurs car l'économie mondiale, au stade actuel de sa mutation, ne se prête pas aisément à des réflexions originales ou à des propositions percutantes.

Samir SAUL

Département d'histoire  
Université de Montréal

GRAYSON, George W. *Oil and Mexican Foreign Policy*. Pittsburg, University of Pittsburg Press, Coll. «Pitt Latin American Series», 1988, 224p.

Au moment où Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique depuis décembre 1988, prépare avec Washington une ronde de négociations bilatérales au plus haut niveau portant sur un éventuel Traité de libre-échange qui rapprocherait les deux rives du Rio Grande, il n'est pas indifférent de retracer les mutations qui ont, depuis dix ans, affecté l'économie mexicaine – surtout son

industrie pétrolière – et sa diplomatie. C'est cette analyse que la monographie *Oil and Mexican Foreign Policy* permet fort opportunément d'entreprendre.

Professeur de science politique au Collège William and Mary, George W. Grayson a publié depuis une décennie une demi-douzaine d'articles sur des thèmes aussi voisins que la politique intérieure mexicaine et les accords commerciaux liant les États-Unis à leurs voisins d'Amérique centrale. Il revient aujourd'hui à la charge avec un ouvrage substantiel et bien documenté, qui retrace quinze ans de politique étrangère mexicaine dans ses liens – évidents, me semble-t-il – avec l'économie pétrolière. Si la perspective est tout à fait américaine, la méthode est nettement descriptive et analytique, laissant peu de place à des théorisations sur la nature et l'évolution des relations économiques entre pays latino-américains et leur «grand frère du Nord». Cependant le pari de présenter un panorama honnête et utile de la diplomatie du Mexique est honorablement tenu. Une thèse simple et efficace, comme les Américains les aiment, d'ailleurs remarquablement illustrée, parcourt tout l'ouvrage et lui confère deux versants de taille inégale. Premier versant : l'affirmation du Mexique, second versant : le retour à la réalité. Si la crise de l'énergie et la manne pétrolière des années 70 nourrissent l'illusion d'une camarilla – celle du Parti Révolutionnaire institutionnel mexicain (PRI) – de jouer sur la scène centro-américaine et caraïbe un rôle de leader régional, la décennie qui s'achève lui inspire un retour salutaire au pragmatisme. Selon Grayson, délaissant la chape d'hermine un peu lourde à porter du «leader régional», le Mexique endosse le manteau de pèlerin du «débitur responsable» et s'attaque chez lui à des problèmes structurels – corruption, paupérisme, faible compétitivité de l'industrie – que le pétrole, loin d'avoir réglés, avait au contraire exacerbés.